



P.P. CH-3003 Bern, BJ

A l'attention des offices cantonaux de liaison

Referenz/Aktenzeichen: 6.5.6.8-5-4-4

Ihr Zeichen:

Unser Zeichen: RUM/TAC

**Bern, 8. Mai 2009**

**Base légale pour le prononcé de mesures disciplinaires et de sécurité dans les établissements d'éducation: information concernant la nouvelle loi fédérale régissant la procédure pénale applicable aux mineurs (LPPMin.)**

Madame, Monsieur,

Dans sa lettre du 15 janvier 2008, Madame la Conseillère fédérale Widmer-Schlumpf s'est adressée aux cantons afin qu'ils vérifient que la délégation de tâches publiques à des particuliers et le prononcé de mesures disciplinaires et de sécurité dans les établissements d'éducation répondent aux conditions requises. Les cantons doivent, le cas échéant, créer les dispositions légales correspondantes.

Nous vous signalons que la loi fédérale du 20 mars 2009 régissant la procédure pénale applicable aux mineurs (LPPMin.) a été adoptée par le Parlement en votation finale. Le délai référendaire est en cours. La LPPMin. prévoit que la détention préventive, la privation de liberté et le placement de jeunes puissent à l'avenir être exécutés dans des institutions privées. Par conséquent, l'entrée en vigueur de la LPPMin. - prévue en 2011- permettra de légaliser la délégation de cette tâche publique à des particuliers. Toutefois, les cantons ne sont pas libérés de leur obligation de créer une base légale pour le prononcé de mesures disciplinaires et de sécurité.

Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de notre considération distinguée.

Office fédéral de la justice OFJ

Walter Troxler

Chef Unité exécution des peines et mesures